

# LE TEMPS

---

Genève Jeudi 12 février 2009

## «Une nouvelle prison à Genève, c'est du populisme pénal»

Par Propos recueillis par Audrey Breguet

**Damien Scalia, président de la section genevoise de la Ligue des droits de l'homme, revient sur le projet du Conseil d'Etat visant à construire une prison supplémentaire à Champ-Dollon.**

**Damien Scalia** Président de la section genevoise de la Ligue des droits de l'homme

Le Conseil d'Etat genevois a annoncé la semaine dernière vouloir construire un nouvel établissement pénitentiaire dans le périmètre de l'actuelle prison de Champ-Dollon. Mercredi, la Ligue des droits de l'homme a exprimé son opposition au projet.

Le Temps: Pourquoi êtes-vous en désaccord avec cette décision?

Damien Scalia: Je déplore l'absence de réflexion dont le Conseil d'Etat genevois fait preuve concernant la situation carcérale. La seule et véritable solution est une réflexion globale et en amont sur la détention préventive. Au lieu de cette approche répressive, il faudrait discuter du développement des peines alternatives à la détention préventive. L'absence de prise en compte des causes de la surpopulation carcérale à Genève est une grosse erreur.

- Vous avez dénoncé à plusieurs reprises les conditions de détention à la prison de Champ-Dollon. On sait que celles-ci ont provoqué tant des mutineries de détenus que des grèves des gardiens. Et maintenant vous contestez la proposition de créer 500 nouvelles places. Cela paraît incohérent!

- Avec la construction de La Brenaz (67 nouvelles places, inaugurées en janvier 2008), on nous avait promis de faire baisser le taux d'occupation de Champ-Dollon. Un an et un mois plus tard, La Brenaz est remplie à 100% et Champ-Dollon, qui comptait à l'époque 490 détenus, en accueille aujourd'hui 503! Ce constat est le même pour tous les pays d'Europe: avant d'ouvrir une prison, elle est déjà pleine.

- Avez-vous l'intention de vous engager davantage si le Conseil d'Etat poursuit son projet? Vous allez devenir plus militant?

- Nous comptons réunir toutes les autorités genevoises et les inviter à participer à une réflexion de fond avec, également, des personnalités d'autres cantons et de pays étrangers. Il faut trouver des solutions possibles afin de faire diminuer la surpopulation des centres de détention. Genève n'est pas une ville qui connaît plus de problèmes de criminalité que les autres, alors pourquoi ce taux plus élevé que la moyenne suisse? Le conseiller d'Etat Laurent Moutinot (chef du Département des institutions, ndlr) l'a rappelé lui-même dans une récente interview: en Suisse, 31% détenus sont en préventive, à Genève, ils sont 46%.

- En parlant de Laurent Moutinot, comment expliquez-vous qu'il ait changé d'avis sur la question?

- Je le vois comme du «populisme pénal», je crois que cela se passe de commentaires.

